



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 17, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La PNH a reçu 10 véhicules blindés canadiens le 16 février, portant sa flotte totale à 35 unités, tandis que le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé a publiquement défini les gangs criminels comme cherchant à renverser le gouvernement intérimaire -- la posture rhétorique la plus agressive depuis qu'il a assumé seul l'autorité exécutive. Le ministère de la Défense a simultanément émis une déclaration criminalisant toute activité syndicale au sein des Forces armées d'Haïti, signalant des tensions internes durant une période cruciale de consolidation institutionnelle. Une coalition de 18 procureurs généraux d'États a déposé un mémoire amicus s'opposant à la résiliation du TPS devant le Circuit de D.C., où une décision est attendue cette semaine. Le Conseil permanent de l'OEA se réunit le 18 février pour évaluer la trajectoire de gouvernance d'Haïti après la dissolution du CPT. Le Carnaval s'est achevé sans incident sécuritaire majeur -- un signal positif limité.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

La flotte blindée de la PNH atteint 35 unités suite à la livraison canadienne du 16 février.

Le PM Fils-Aimé définit publiquement la suppression des gangs comme condition préalable existentielle aux élections.

Le ministère de la Défense émet un avertissement criminel contre toute organisation syndicale au sein des FAd'H.

La coalition de 18 procureurs généraux renforce la défense juridique du TPS devant le Circuit de D.C.

Le Conseil permanent de l'OEA se réunit le 18 février -- première session majeure sur Haïti depuis l'expiration du CPT.

DÉVELOPPEMENT 1: EXPANSION DE LA FLOTTE BLINDÉE DE LA PNH ET ESCALADE GOUVERNEMENTALE DE FILS-AIMÉ

La PNH a reçu 10 véhicules blindés donnés par le Canada le 16 février lors d'une cérémonie au siège de la Direction générale de la PNH à Clercine, Port-au-Prince. L'ambassadeur canadien André François Giroux a présenté les véhicules par l'intermédiaire de l'UNOPS, réaffirmant le soutien indéfectible du Canada aux efforts de restauration de la sécurité en Haïti. Cette livraison porte l'inventaire total de véhicules blindés de la PNH à 35 unités, incluant 3 véhicules de combat blindés chenillés sud-coréens reçus le 5 février et 22 véhicules précédemment livrés par divers donateurs. Le PM Alix Didier Fils-Aimé a assisté à la cérémonie en sa qualité de coordinateur du Conseil supérieur de la Police nationale (CSPN).

Fils-Aimé a saisi cette occasion pour prononcer son discours public le plus significatif depuis qu'il a assumé seul l'autorité exécutive. Il a déclaré qu'il ne peut y avoir de stabilité politique, de relance

économique ni de cohésion sociale sans le rétablissement complet et entier de l'ordre républicain, et a appelé la population à soutenir les forces de sécurité qui combattent les gangs criminels déterminés à renverser le gouvernement intérimaire. Cela représente une escalade rhétorique délibérée -- définissant les gangs non plus seulement comme un défi sécuritaire, mais comme une menace existentielle pour la gouvernance constitutionnelle elle-même.

Fils-Aimé a explicitement lié le renforcement en armement de la PNH aux prérequis électoraux, affirmant que ce renforcement fait partie d'un plan global visant à créer les conditions nécessaires à la tenue d'élections libres, inclusives, transparentes et démocratiques. Cette formulation subordonne l'objectif électoral du 30 août au succès du déploiement de la Force de suppression des gangs, consolidant le calendrier électoral conditionnel du gouvernement et offrant une couverture politique pour tout retard si la GSF arrive en retard ou sous-performe après son déploiement d'avril.

L'expansion cumulative de la flotte blindée revêt une importance opérationnelle. Les véhicules chenillés sud-coréens offrent une mobilité sur les terrains non pavés où les forces des gangs contrôlent l'accès routier, tandis que les véhicules canadiens renforcent la capacité d'intervention rapide de la PNH. Un déploiement imminent vers des emplacements stratégiques a été annoncé pour le contingent sud-coréen. Dans un contexte où Viv Ansanm contrôle environ 85 à 90 pour cent de Port-au-Prince, la flotte de 35 véhicules demeure quantitativement insuffisante pour une récupération territoriale complète, mais témoigne d'un engagement matériel multilatéral soutenu envers le gouvernement Fils-Aimé pendant la période de lacune sécuritaire précédant l'arrivée de la GSF.



CONTEXTE HISTORIQUE

La PNH haïtienne a historiquement opéré avec un soutien blindé minimal, s'appuyant sur des véhicules légers vulnérables aux embuscades des gangs. Le programme actuel de transfert multilatéral de véhicules impliquant le Canada, la Corée du Sud et des donateurs antérieurs représente la plus grande livraison coordonnée d'équipements blindés à la PNH depuis la reconstitution de la force dans les années 1990. Le cadrage de la menace existentielle par Fils-Aimé rappelle le langage gouvernemental de la période d'effondrement de 2004, lorsque la rhétorique institutionnelle est passée de la gestion de la criminalité à la survie de l'État.

POINTS DE DISCUSSION

La flotte blindée de la PNH s'établit à 35 véhicules suite à la livraison canadienne du 16 février. Fils-Aimé a publiquement défini la suppression des gangs comme condition préalable aux élections.

L'objectif du calendrier électoral du 30 août est désormais explicitement conditionné à des gains

sécuritaires préalables.

Le soutien matériel canadien et sud-coréen démontre un appui multilatéral soutenu.

Le déploiement de la GSF en avril demeure la lacune critique dans la capacité sécuritaire opérationnelle.

La période du Carnaval s'est achevée sans incident majeur -- un signal sécuritaire positif limité.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient profiter de la réunion de l'OEA du 18 février pour exiger des engagements accélérés en matière de génération de forces de la GSF au-delà des estimations actuelles d'avril.

Les ONG et les entreprises devraient mettre à jour leurs évaluations de la sécurité des itinéraires suite aux déploiements planifiés de véhicules blindés sud-coréens vers des emplacements stratégiques.

Les missions diplomatiques devraient noter le cadrage électoral conditionnel de Fils-Aimé comme précurseur potentiel de demandes de révision du calendrier lors des forums multilatéraux.

Les donateurs devraient coordonner les forfaits de maintenance des véhicules et de soutien logistique en parallèle avec les dons d'équipements afin de préserver la longévité opérationnelle.

Les analystes devraient suivre les emplacements de déploiement de la flotte de 35 véhicules comme indicateur des priorités opérationnelles et des ambitions territoriales de la PNH.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: CRISE DE DISCIPLINE INTERNE DES FAd'H -- AVERTISSEMENT DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE SUR LES SYNDICATS

Le ministère de la Défense a émis une déclaration institutionnelle ferme le 16 février affirmant qu'aucun syndicat n'existe au sein du ministère ou des Forces armées d'Haïti et qu'il n'en existera jamais. La déclaration avertissait que toute tentative individuelle ou collective de se réclamer faussement d'une affiliation syndicale, de tromper l'opinion publique ou de perturber le fonctionnement des institutions de défense nationale serait traitée comme un acte criminel passible de sanctions disciplinaires sévères et de poursuites judiciaires sans avertissement préalable. Le ton agressif et le langage juridique préventif indiquent que le ministère répondait à une tentative d'organisation active plutôt qu'à une position théorique.

Le calendrier de cette déclaration est opérationnellement significatif. Les FAd'H reçoivent actuellement leur soutien international le plus substantiel depuis des décennies, incluant 5 millions

de dollars d'assistance non létale américaine autorisée dans le cadre de la loi de crédits consolidés de 2026, des véhicules blindés sud-coréens et des accords de formation avec la France, l'Argentine et la Corée du Sud. Les conflits de discipline interne durant une période cruciale de consolidation institutionnelle introduisent une friction gouvernementale au moment précis où la cohésion du commandement est le plus nécessaire pour la coordination de la GSF et le soutien à l'Opération San Kanpe.

La menace de poursuites criminelles plutôt que de sanctions administratives suggère que le ministère perçoit l'activité d'organisation potentielle comme politiquement motivée plutôt que liée au travail. Cela peut refléter des tensions plus larges au sein des 1 500 membres des FAd'H concernant la rémunération, la structure de commandement ou la distribution des équipements nouvellement acquis et des opportunités de formation internationale. Si les tentatives d'organisation étaient liées à des acteurs politiques cherchant à exercer un effet de levier sur les militaires durant la transition de pouvoir post-CPT, les implications vont au-delà de la discipline interne.

Aucun rapport indépendant n'a confirmé qui a tenté de s'organiser ni quels griefs ont motivé l'avertissement. L'absence de sources corroborant limite l'évaluation complète de la dynamique interne. Cependant, la nature publique de la déclaration -- clairement destinée à servir de mesure dissuasive adressée à la force dans son ensemble -- indique que le ministère a jugé que la communication interne seule était insuffisante pour réprimer l'activité.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les FAd'H ont été dissoutes par le président Jean-Bertrand Aristide en 1995 suite à des violations documentées des droits de l'homme et ont été reconstituées par décret présidentiel en 2017 sous le président Jovenel Moïse. La force reconstituée a fait face à des questions persistantes concernant la loyauté du commandement et la neutralité politique depuis sa réactivation. L'organisation syndicale au sein des institutions de sécurité de l'État haïtien n'est pas autorisée par la loi militaire.

POINTS DE DISCUSSION

Le ministère de la Défense a déclaré l'activité syndicale au sein des FAd'H comme une infraction criminelle passible de poursuites sans avertissement.

Des tentatives d'organisation interne semblent avoir eu lieu malgré l'interdiction, provoquant une déclaration dissuasive publique.

Les FAd'H reçoivent un soutien multilatéral sans précédent incluant des fonds américains, des équipements sud-coréens et une formation française.

Les tensions internes durant la période de mise en place de la GSF représentent une vulnérabilité de gouvernance pour l'administration Fils-Aimé.

Aucune confirmation indépendante de l'identité ou de la motivation de ceux qui ont tenté de s'organiser.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les fournisseurs d'assistance militaire internationale devraient demander des séances d'information au ministère de la Défense sur le climat de commandement interne avant de procéder aux prochaines tranches de décaissement.

Le mandat de surveillance d'Haïti par l'OEA devrait inclure des indicateurs de stabilité institutionnelle des FAd'H aux côtés des métriques de la PNH.

Les missions diplomatiques devraient évaluer si l'avertissement syndical reflète l'activité de factions politiques au sein des militaires et communiquer leurs conclusions aux capitales.

Le gouvernement Fils-Aimé devrait envisager une communication transparente sur les structures de rémunération et de promotion afin de réduire les conditions favorables à l'organisation.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 3: BATAILLE JURIDIQUE SUR LE TPS -- LA COALITION DE 18 PROCUREURS GÉNÉRAUX S'OPPOSE AU SURSIS DU CIRCUIT DE D.C.

Une coalition de 18 procureurs généraux d'États a déposé un mémoire amicus devant la Cour d'appel du Circuit de D.C. le 16 février, s'opposant à la requête de l'administration Trump visant à annuler le sursis du juge Reyes bloquant la résiliation du Statut de protection temporaire pour environ 350 000 Haïtiens. La coalition était co-dirigée par la procureure générale du Massachusetts Andrea Joy Campbell et le procureur général du Maryland Anthony G. Brown, et comprenait la Californie, le Connecticut, le Delaware, le District de Columbia, Hawaï, l'Illinois, le Maine, le Michigan, le Minnesota, le Nevada, le New Jersey, New York, l'Oregon, le Rhode Island, le Vermont et Washington. Le mémoire soutient que la résiliation du TPS séparera les familles, nuira aux économies des États, appauvrira la main-d'oeuvre, augmentera les coûts de soins de santé et portera atteinte à la santé publique et à la sécurité.

La trajectoire juridique favorise les détenteurs du TPS à la date du dépôt du 16 février. Le juge Reyes a émis le sursis initial le 2 février, l'a maintenu contre un recours gouvernemental le 12 février malgré des menaces signalées contre le juge, et la coalition de 18 États apporte désormais un poids supplémentaire en appel. Séparément, le Neuvième Circuit a statué le 28 janvier 2026 que le Département de la sécurité intérieure manquait d'autorité légale pour annuler les désignations TPS antérieures pour Haïti et le Venezuela, qualifiant les résiliations d'action

administrative illégale devant être annulée à l'échelle nationale. Les détenteurs du TPS bénéficient actuellement de deux protections juridiques indépendantes opérant en parallèle.

Les enjeux économiques pour Haïti sont directs et substantiels. Les détenteurs haïtiens du TPS représentent un pipeline de transferts de fonds majeur vers un pays où 60 pour cent de la population survit avec moins d'un dollar par jour et où le financement humanitaire s'est effondré à 3,4 pour cent des niveaux requis. Une résiliation abrupte du TPS affectant 350 000 détenteurs réduirait les flux de transferts de fonds à un moment où aucun mécanisme de soutien économique alternatif n'existe pour la population haïtienne. La décision du Circuit de D.C., attendue cette semaine, déterminera si le sursis se maintient à moyen terme.

La dimension politique de la bataille autour du TPS intersecte directement avec les intérêts de gouvernance d'Haïti. Le gouvernement Fils-Aimé n'a pas fait de déclarations publiques sur le contentieux TPS américain, mais tout retour massif de ressortissants haïtiens des États-Unis aggraverait la crise de déplacement -- actuellement à 1,4 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays -- et mettrait à rude épreuve l'infrastructure humanitaire opérant déjà à des niveaux de financement minimaux en parallèle au contrôle territorial continu des gangs sur 85 à 90 pour cent de Port-au-Prince.



CONTEXTE HISTORIQUE

Haïti a reçu la désignation TPS suite au tremblement de terre de 2010 et a maintenu ce statut à travers des renouvellements successifs liés à l'insécurité persistante et à l'instabilité gouvernementale. L'administration Trump a entrepris de mettre fin au TPS d'Haïti en 2025 dans le cadre d'une posture plus large d'application des lois sur l'immigration. Le cycle de contentieux 2025-2026 reflète une bataille juridique similaire lors du premier mandat Trump lorsque les résiliations du TPS avaient été bloquées par les tribunaux fédéraux avant des revirements de politique.

POINTS DE DISCUSSION

18 procureurs généraux d'États ont déposé un mémoire amicus le 16 février s'opposant à l'effort de résiliation du TPS de l'administration Trump.

La décision du Circuit de D.C. est attendue cette semaine sur la requête gouvernementale d'annuler le sursis.

Les détenteurs du TPS bénéficient de deux protections juridiques indépendantes -- le sursis du juge Reyes et la décision du Neuvième Circuit du 28 janvier.

La résiliation du TPS pour 350 000 Haïtiens aurait un impact direct sur les flux de transferts de fonds essentiels à l'économie haïtienne.

Le cadrage juridique de la coalition d'États met l'accent sur le préjudice économique et de santé

publique pour les États américains.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations de défense de la diaspora devraient préparer des communications communautaires couvrant tous les scénarios du Circuit de D.C., incluant le sursis maintenu, le sursis annulé et le renvoi en juridiction inférieure.

Les institutions financières internationales suivant les transferts de fonds vers Haïti devraient modéliser les scénarios d'impact de la résiliation du TPS sur le revenu des ménages et la liquidité du HTG.

Le BINUH et l'OCHA devraient inclure les flux potentiels de rapatriés dans la planification des contingences pour la capacité humanitaire dans un scénario de résiliation du TPS.

Le gouvernement haïtien devrait s'engager de manière proactive avec le Département d'État américain sur la protection du corridor de transferts de fonds indépendamment du résultat du contentieux TPS.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4: CONSEIL PERMANENT DE L'OEA -- PREMIÈRE SESSION MULTILATÉRALE MAJEURE SUR HAÏTI APRÈS LA DISSOLUTION DU CPT

Le Conseil permanent de l'OEA tiendra une réunion ordinaire le 18 février 2026 à 09h30 EST au siège de l'OEA à Washington pour examiner les développements de la situation politique en Haïti. Le Secrétaire général Albert Ramdin présentera un rapport d'avancement. La réunion est le premier forum multilatéral majeur sur la trajectoire de gouvernance d'Haïti depuis l'expiration du mandat du CPT le 7 février et l'assumption de l'autorité exécutive exclusive par Fils-Aimé. Les trois domaines de concentration de l'OEA pour Haïti sont : la coordination sécuritaire et le suivi de la Force de suppression des gangs ; le dialogue politique et les arrangements de gouvernance au-delà de l'expiration du CPT en février 2026 ; et la préparation et le soutien aux élections.

La réunion se tient alors que le cadre institutionnel post-CPT demeure indéfini. Fils-Aimé a consolidé l'autorité exécutive sans approbation multilatérale formelle du nouvel arrangement de gouvernance. L'OEA a précédemment signalé ses préoccupations à travers les avertissements de Ramdin selon lesquels les gangs opèrent avec une apparente liberté et ses appels aux États membres à intensifier leurs engagements de manière concrète. La question de savoir si le Conseil permanent reconnaît formellement la légitimité du gouvernement Fils-Aimé ou exige une feuille de route politique définie façonnera l'environnement diplomatique pour les 60 à 90 prochains jours.

Le calendrier de génération de forces de la GSF est le point à l'ordre du jour le plus actionnable. Les premiers contingents sont attendus en avril 2026, avec un plafond de 5 550 personnels et des engagements atteignant 7 500. La MSS dirigée par le Kenya fournit actuellement environ 1 000 personnels dans une posture de réduction des effectifs. L'écart entre la capacité opérationnelle actuelle et l'arrivée de la GSF en avril représente la période de plus grande vulnérabilité sécuritaire, et la pression de l'OEA pour un déploiement accéléré ou un renforcement de la MSS en relais constitue le résultat opérationnellement le plus significatif que la session pourrait produire.

Le soutien électoral demeure un point à l'ordre du jour secondaire mais structurellement important. Le calendrier du CEP ciblant le 30 août pour un premier tour nécessite des conditions de sécurité stables qui n'existent pas actuellement dans la capitale. Toute déclaration de l'OEA sur la viabilité électoral ou l'ajustement du calendrier aurait un poids considérable pour les décisions de financement des donateurs, les délais de conformité pour l'enregistrement des partis et la crédibilité internationale du cadrage électoral conditionnel du gouvernement Fils-Aimé annoncé plus tôt dans la semaine.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'OEA maintient un mandat d'engagement continu envers Haïti depuis la crise de gouvernance de 2004 et a assuré l'observation électorale pour chaque cycle électoral haïtien depuis 2006. La session du 18 février fait suite à une mise à jour de la feuille de route de Ramdin en novembre 2025 qui avait priorisé le séquençage sécurité-élections. La reconnaissance multilatérale des arrangements de gouvernance post-CPT a historiquement été déterminante pour l'accès au financement international et la légitimité politique lors des transitions haïtiennes.

POINTS DE DISCUSSION

Le Conseil permanent de l'OEA se réunit le 18 février pour la première discussion majeure sur la gouvernance d'Haïti depuis l'expiration du CPT le 7 février.

Le Secrétaire général Ramdin présentera un rapport d'avancement sur la sécurité, le dialogue politique et les élections.

Le calendrier de déploiement de la GSF en avril et les lacunes en matière de génération de forces constituent les points les plus urgents sur le plan opérationnel.

La posture de l'OEA envers la légitimité du gouvernement Fils-Aimé façonnera l'environnement diplomatique pour le trimestre à venir.

L'évaluation de la viabilité du calendrier électoral pourrait influencer les engagements de financement du CEP et l'application des mesures de conformité.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient déployer des observateurs à la session de l'OEA du 18 février et diffuser le rapport d'avancement de Ramdin aux opérations terrain dans les 24 heures.

Les gouvernements envisageant des contributions à la GSF devraient traiter la réunion du 18 février comme la date limite pour la mise à jour des engagements de génération de forces.

Les ONG et les entreprises devraient évaluer leurs plans opérationnels selon deux scénarios de résultat de l'OEA -- affirmation de la trajectoire actuelle ou pression pour un mécanisme formel de dialogue politique.

Les analystes devraient suivre si le langage de l'OEA sur l'expiration du CPT le 7 février qualifie le gouvernement Fils-Aimé de gestionnaire intérimaire légitime ou d'entité nécessitant un mandat supplémentaire.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Le Conseil permanent de l'OEA se réunit le 18 février à 09h30 EST ; le rapport d'avancement du Secrétaire général Ramdin signalera si la communauté multilatérale approuve formellement l'arrangement de gouvernance post-CPT de Fils-Aimé ou exige un nouveau mécanisme de dialogue politique -- la variable diplomatique principale pour le trimestre à venir. Les opérations gouvernementales reprennent le 19 février après les congés du Carnaval ; surveiller les nouveaux décrets, nominations ou annonces de politique du bureau du Premier ministre. La décision du Circuit de D.C. sur le TPS peut être rendue à tout moment cette semaine ; une annulation du sursis affecterait immédiatement 350 000 Haïtiens et déclencherait des effets en cascade sur les transferts de fonds.

CETTE SEMAINE

Le déploiement des véhicules blindés sud-coréens vers des emplacements stratégiques, annoncé comme imminent le 16 février, devrait devenir visible dans les cinq à sept prochains jours ; les emplacements de déploiement indiqueront si la PNH priorise les corridors routiers, les infrastructures critiques ou le rétablissement de la présence dans les zones résidentielles. Les données sur les tendances d'enlèvement post-Carnaval clarifieront si la suppression apparente des incidents durant les festivités reflète une amélioration sécuritaire réelle ou des retards de signalement. Le ministère de la Défense subira des pressions pour clarifier l'avertissement syndical

des FAd'H suite à sa diffusion publique ; toute mesure disciplinaire indiquera la gravité des tensions internes. Des mises à jour sur la génération de forces de la GSF provenant des pays contributeurs pourraient émerger en marge de la réunion de l'OEA.

HORIZON STRATÉGIQUE

La fenêtre de déploiement de la GSF en avril 2026 est la variable déterminante pour l'ensemble du calendrier électoral. Si les nations contributrices ne respectent pas leurs engagements de génération de forces, l'objectif du premier tour du 30 août devient structurellement intenable, et le cadrage électoral conditionnel du gouvernement Fils-Aimé sera mis à l'épreuve par des partenaires ayant financé le calendrier électoral. La trajectoire du contentieux TPS devant le Circuit de D.C. déterminera la stabilité des transferts de fonds pour le deuxième et le troisième trimestres de 2026. Le renouvellement du programme textile HOPE/HELP -- approuvé par la Chambre, en attente au Sénat -- représente le principal mécanisme de stabilisation économique disponible pour une action congressionnelle immédiate. Le financement humanitaire à 3,4 pour cent des niveaux requis constitue un amplificateur de risque structurel pour tous les scénarios sécuritaires et politiques tout au long du cycle électoral.

SOURCES PRIMAIRES

Haiti Libre, Canada donne 10 vehicules blindes supplementaires a la PNH, 17 février 2026.

Jamaica Observer / CMC, Haiti PM calls on population to support police and army against criminal gangs, 17 février 2026.

Haiti Libre, Le Ministere de la Defense rejette toute activite syndicale au sein des FAd'H, 16 février 2026.

Gazette Haiti, Livraison de vehicules blindes canadiens a la PNH, 16 février 2026.

Juno7 (Facebook), Vehicle handover at PNH General Directorate Clercine, 16 février 2026. [Réseau social -- aucune source institutionnelle disponible pour confirmation de cet événement.]

Massachusetts Attorney General Office, 18-State Coalition Files Amicus Brief Opposing TPS Termination, 16 février 2026.

Global Immigration Blog, Ninth Circuit Rules DHS Lacked Authority to Vacate TPS Designations, 28 janvier 2026.

OEA / MirageNews, Reunion du Conseil permanent de l'OEA -- Developpements dans la situation politique en Haiti, 18 février 2026.

Secrétaire general de l'OEA Ramdin, Mise a jour de la feuille de route pour Haiti, novembre 2025.

IRC, Avertissement d'urgence Haiti -- Financement humanitaire a 3,4 pour cent du niveau requis, 10-11 février 2026.

Haiti Libre, Livraison de vehicules blindes sud-coreens aux FAd'H, 6 février 2026.

De Ultimo Minuto, Vehicules blindes sud-coreens et deploiement naval americain au large de Port-au-Prince, 4 février 2026.

Congres americain, Loi de credits consolides 2026 -- Autorisation d'assistance non letale aux FAd'H, 3 février 2026.